

**RAPPORT DE LA DIRECTION**

Les états financiers de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (l'Office) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel d'activité concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Les membres de l'Office surveillent la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et ils approuvent les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Office, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer les membres de l'Office pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Serge Larivière, PH.D., MBA  
Directeur général



Régent Brind'Amour, CPA, CMA  
Directeur des services administratifs

POUR  
L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS

Québec, le 15 décembre 2015



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris qui comprennent l'état de la situation financière au 30 juin 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris au 30 juin 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

  
Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Québec, le 15 décembre 2015

**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**  
**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2015**

	<b><u>2015</u></b> <b><u>BUDGET</u></b>		<b><u>2015</u></b> <b><u>RÉEL</u></b>		<b><u>2014</u></b> <b><u>RÉEL</u></b>	
<b>REVENUS</b>						
Contributions du gouvernement du Québec	28 679 000	\$	26 147 180	\$	26 314 886	\$
Intérêts	<u>13 000</u>		<u>15 879</u>		<u>13 813</u>	
	<b><u>28 692 000</u></b>		<b><u>26 163 059</u></b>		<b><u>26 328 699</u></b>	
<b>CHARGES</b>						
Prestations de sécurité du revenu	26 800 000		24 323 380		24 103 386	
Traitements et avantages sociaux	1 288 000		1 186 402		1 202 596	
Déplacements	130 000		121 087		111 624	
Loyers	179 500		140 732		173 148	
Honoraires professionnels	13 000		18 974		8 044	
Entretien et traitements informatiques	135 000		184 749		106 235	
Publicité	10 000		4 782		14 845	
Formation	15 000		2 009		26 552	
Fournitures	49 200		44 430		55 187	
Téléphone et communications	37 000		33 121		33 561	
Frais de banque et d'intérêts	1 500		967		986	
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>13 600</u>		<u>13 602</u>		<u>8 115</u>	
	<b><u>28 671 800</u></b>		<b><u>26 074 235</u></b>		<b><u>25 844 279</u></b>	
<b>EXCÉDENT ANNUEL</b>	<b>20 200</b>	<b>\$</b>	<b>88 824</b>	<b>\$</b>	<b>484 420</b>	<b>\$</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>			<b><u>841 038</u></b>	<b>\$</b>	<b><u>356 618</u></b>	<b>\$</b>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b>			<b><u>929 862</u></b>	<b>\$</b>	<b><u>841 038</u></b>	<b>\$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS  
ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 30 JUIN 2015

	<u>2015</u>		<u>2014</u>	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 3)	1 491 846	\$	1 333 824	\$
Débiteurs (note 4)	<u>4 879 949</u>		<u>4 975 034</u>	
	<u>6 371 795</u>		<u>6 308 858</u>	
<b>PASSIFS</b>				
Charges à payer et frais courus (note 5)	5 434 825		5 475 498	
Dû au Fonds d'assurance (note 11)	<u>26 689</u>		<u>24 350</u>	
	<u>5 461 514</u>		<u>5 499 848</u>	
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	<u>910 281</u>		<u>809 010</u>	
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>				
Charges payées d'avance	3 246		2 091	
Immobilisations corporelles (note 6)	<u>16 335</u>		<u>29 937</u>	
	<u>19 581</u>		<u>32 028</u>	
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<u>929 862</u>	\$	<u>841 038</u>	\$

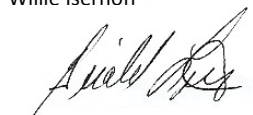
**Obligations contractuelles (note 7)**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**POUR**  
**L'OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**



Willie Iserhoff



Gérald Lemoyne

**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**  
**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS**  
**DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2015**

	<u>2015</u> <u>BUDGET</u>	<u>2015</u> <u>RÉEL</u>	<u>2014</u> <u>RÉEL</u>
<b>EXCÉDENT ANNUEL</b>	20 200 \$	88 824 \$	484 420 \$
Acquisition des immobilisations corporelles	-	-	(23 925)
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>13 600</u>	<u>13 602</u>	<u>8 115</u>
	<u>13 600</u>	<u>13 602</u>	<u>(15 810)</u>
Acquisition de charges payées d'avance	(1 800)	(3 246)	(2 091)
Utilisation de charges payées d'avance	<u>1 800</u>	<u>2 091</u>	<u>1 698</u>
	<u>-</u>	<u>(1 155)</u>	<u>(393)</u>
<b>Augmentation des actifs financiers nets</b>	<b>33 800</b>	<b>101 271</b>	<b>468 217</b>
<b>Actifs financiers nets au début de l'exercice</b>		<u><b>809 010</b></u>	<u><b>340 793</b></u>
<b>Actifs financiers nets à la fin de l'exercice</b>		<u><b>910 281</b></u> \$	<u><b>809 010</b></u> \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris

OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS  
ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
DE L'EXERCICE CLOS LE 30 JUIN 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent annuel	88 824 \$	484 420 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie:		
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>13 602</u>	8 115
	<u>102 426</u>	<u>492 535</u>
Variation des actifs et passifs reliés au fonctionnement		
Débiteurs	95 085	(321 411)
Charges payées d'avance	(1 155)	(393)
Charges à payer et frais courus	(40 673)	376 352
Dû au Fonds d'assurance	<u>2 339</u>	<u>(31 453)</u>
	<u>55 596</u>	<u>23 095</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<b><u>158 022</u></b>	<b><u>515 630</u></b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	<u>-</u>	<u>(23 925)</u>
<b>AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>158 022</b>	<b>491 705</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<b><u>1 333 824</u></b>	<b><u>842 119</u></b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b><u>1 491 846</u> \$</b>	<b><u>1 333 824</u> \$</b>
<u>Information supplémentaire</u>		
Intérêts reçus	<u>15 879</u> \$	<u>13 813</u> \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**OFFICE DE LA SÉCURITÉ DU REVENU DES CHASSEURS ET PIÉGEURS CRIS**  
**NOTES COMPLÉMENTAIRES**  
**30 JUIN 2015**

**1. CONSTITUTION ET FONCTIONNEMENT**

L'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (l'Office), constitué en vertu de la *Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris* (RLRQ, chapitre O-2.1), a pour fonction d'administrer le programme de sécurité du revenu établi par cette loi aux fins de fournir aux piégeurs et chasseurs cris une garantie de revenu; ce programme comprend également d'autres mesures d'incitation à se consacrer aux activités d'exploitation de la faune comme mode de vie.

Des montants sont versés à des unités de prestataires qui y sont admissibles, sujet entre autres conditions, au temps passé à chasser, pêcher et piéger et à exercer des activités accessoires.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers de l'Office par la direction, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi qu'à l'égard de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles et les frais courus. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

**État des gains et pertes de réévaluation**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté étant donné qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou libellé en devises étrangères.

**Instruments financiers**

La trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les charges à payer et frais courus ainsi que le dû au Fonds d'assurance sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

### REVENUS

Les contributions du gouvernement du Québec qui sont des paiements de transfert sont constatées dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où elles sont autorisées, que l'Office a satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est, et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause. Elles sont présentées, le cas échéant, en contributions reportées lorsque des stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Si un passif est créé, la comptabilisation à titre de revenu a lieu au fur et à mesure que le passif est réglé.

Les autres revenus sont constatés au fur et à mesure qu'ils sont gagnés et que leur recouvrement est raisonnablement assuré.

### CHARGES

Les prestations de sécurité du revenu sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est. Les montants relatifs à la récupération des trop-payés sont comptabilisés aux résultats dans l'exercice au cours duquel ils sont récupérés.

### ACTIFS FINANCIERS

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie

L'Office présente, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires et les placements facilement convertibles à court terme, en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

### PASSIFS

#### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux étant donné que l'Office ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

### ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers sont généralement utilisés afin de rendre des services futurs.

#### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile, soit :

	<u>Durée</u>
Améliorations locatives	7 ans
Mobiliers et équipements	5 ans
Équipements informatiques	3 ans
Logiciel	5 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des services ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur nette comptable, son coût est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.



### 3. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie est constituée de l'encaisse. L'encaisse comprend un montant de 30 000 \$, détenu dans un compte en fiducie et affecté par résolution des membres de l'Office aux versements de prestations. Ce montant sert à pourvoir, entre autres, aux versements d'avance et aux paiements d'urgence lorsque le processus normal d'émission de chèques entraîne des délais excessifs pour le prestataire.

### 4. DÉBITEURS

	<u>2015</u>		<u>2014</u>	
Contribution à recevoir du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	4 740 283	\$	4 782 083	\$
Autres	<u>139 666</u>		<u>192 951</u>	
	<u>4 879 949</u>	\$	<u>4 975 034</u>	\$

### 5. CHARGES À PAYER ET FRAIS COURUS

	<u>2015</u>		<u>2014</u>	
Prestations de la sécurité du revenu	5 128 742	\$	5 143 603	\$
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	196 742		226 542	
Centre de services partagés du Québec	19 384		5 623	
Fournisseurs	44 226		69 511	
Traitements et avantages sociaux	<u>45 731</u>		<u>30 219</u>	
	<u>5 434 825</u>	\$	<u>5 475 498</u>	\$

### 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	<u>2015</u>			<u>2014</u>		
	<u>Coût</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Net</u>	<u>Coût</u>	<u>Amortissement Cumulé</u>	<u>Net</u>
Améliorations locatives	18 416	\$ 18 416	\$ -	18 416	\$ 18 416	\$ -
Mobiliers et équipements	23 465	22 895	570	23 465	20 007	3 458
Équipements informatiques	64 754	48 989	15 765	71 302	44 823	26 479
Logiciel	<u>904 650</u>	<u>904 650</u>	<u>-</u>	<u>904 650</u>	<u>904 650</u>	<u>-</u>
	<u>1 011 285</u>	\$ <u>994 950</u>	\$ <u>16 335</u>	<u>1 017 833</u>	\$ <u>987 896</u>	\$ <u>29 937</u>

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune acquisition d'équipement (23 925 \$ d'équipement informatique en 2014) mais un montant de 6 548 \$ a été radié de la catégorie équipement informatique (0 \$ en 2014).

## 7. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

L'Office est engagé par deux baux à long terme échéant en mars et avril 2020 pour des locaux administratifs. Ces engagements totalisent 485 404 \$ (584 485 \$ en 2014).

Les paiements minimums futurs exigibles sur la totalité des obligations contractuelles s'établissent comme suit :

2016	101 803
2017	101 803
2018	101 803
2019	101 803
2020	<u>78 192</u>
	<u>485 404 \$</u>

## 8. RÉGIMES DE RETRAITE

Les employés de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, les taux de cotisation de certains régimes de retraite ont été modifiés. Ainsi, le taux pour le RREGOP est passé de 9,84 % à 10,50 % de la masse salariale admissible et le taux pour le RRPE est demeuré à 14,38 %.

Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73% au 1<sup>er</sup> janvier 2015 (5,73% au 1<sup>er</sup> janvier 2014) de la masse salariale admissible qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi, l'Office verse un montant supplémentaire pour l'année civile 2015 correspondant à 11,46 % de la masse salariale admissible (11,46 % de la masse salariale admissible pour l'année civile 2014).

Les cotisations de l'Office, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 89 510 \$ (2014 : 64 856 \$). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

## 9. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés comptabilisées à la valeur d'échange et déjà divulguées dans les états financiers, l'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 10. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, l'Office est exposé à différents risques, notamment le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des procédures en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

### Risque de crédit

Le risque de crédit peut découler de la possibilité qu'une partie manque à ses obligations financières et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Il peut aussi survenir s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. L'exposition maximale de l'Office au risque de crédit correspond à la valeur comptable de la trésorerie et équivalents de trésorerie ainsi que des débiteurs. Les instruments financiers qui exposent l'Office à une concentration du risque de crédit sont les débiteurs.

Le risque de crédit associé à la trésorerie et équivalents de trésorerie est essentiellement réduit au minimum en s'assurant que ceux-ci sont investis auprès d'une institution financière réputée.

L'Office estime que le risque de crédit et la concentration au risque de crédit associé aux débiteurs est limité car le débiteur principal est le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, qui est une entité gouvernementale. Les autres débiteurs ne présentent pas de risque de crédit important.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Office ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance.

Les charges à payer et frais courus ont tous des échéances inférieures à 6 mois. Les charges à payer et frais courus ainsi que le dû au Fonds d'assurance totalisent 5 461 514 \$ au 30 juin 2015 (5 499 848 \$ au 30 juin 2014). Près de 87% du total des sommes (87% en 2014) sera versé aux bénéficiaires à même l'encaissement du compte à recevoir du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

L'Office considère que son risque de liquidité est très faible puisqu'il détient suffisamment de trésorerie et équivalents de trésorerie pour honorer ses engagements financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable. Généralement, l'Office paie ses factures à l'intérieur d'un délai de 30 jours.

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risques : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. L'Office considère qu'il est seulement exposé au risque de taux d'intérêt.

#### Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est attribuable à sa trésorerie et équivalents de trésorerie qui portent intérêt à des taux variables basés sur ceux du marché. Toutefois, compte tenu que les montants d'intérêts ne sont pas significatifs, l'Office juge que son exposition à ce risque est faible.

L'objectif de l'Office est de gérer l'exposition au risque de taux d'intérêt en s'assurant que la sécurité des fonds détenus a priorité sur les revenus d'intérêt gagnés.

**11. FONDS D'ASSURANCE**

La Convention complémentaire no 15 modifiant le chapitre 30 de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2002. Un Fonds d'assurance administré par l'Office a été créé, pour financer les congés de maladie et ceux relatifs aux désastres. Le Fonds est financé par des contributions égales du gouvernement du Québec et des prestataires du programme. Les actifs du Fonds d'assurance ne font pas partie des actifs de l'Office, lequel a la responsabilité de rendre compte des activités du Fonds. Pour l'année-programme 2014-2015, le taux de contribution du gouvernement et des prestataires est de 1,40 % des jours payés.

Les résultats, l'excédent cumulé et l'état de la situation financière du Fonds d'assurance pour l'exercice clos le 30 juin 2015, sont les suivants :

**RÉSULTATS ET EXCÉDENT CUMULÉ**

	<u>2015</u>		<u>2014</u>	
<b>REVENUS</b>				
Contribution du gouvernement du Québec	151 369	\$	148 937	\$
Contribution des prestataires	151 369		148 937	
Intérêts	<u>35 571</u>		<u>35 351</u>	
	<u>338 309</u>		<u>333 225</u>	
<b>CHARGES</b>				
Congés de maladie et désastres	292 841		304 571	
Frais de banque	<u>91</u>		<u>91</u>	
	<u>292 932</u>		<u>304 662</u>	
<b>EXCÉDENT ANNUEL</b>	45 377		28 563	
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>484 479</u>		<u>455 916</u>	
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>529 856</u>	\$	<u>484 479</u>	\$

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

	<u>2015</u>		<u>2014</u>	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>				
Encaisse	61 491	\$	63 513	\$
Placements	3 811 791		3 527 220	
Compte à recevoir de l'Office	26 689		24 350	
Compte à recevoir du gouvernement du Québec	<u>26 689</u>		<u>24 350</u>	
	<u>3 926 660</u>		<u>3 639 433</u>	
<b>PASSIFS</b>				
Congés de maladie à payer aux prestataires <sup>1</sup>	3 396 804		3 154 954	
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS ET EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<u>529 856</u>	\$	<u>484 479</u>	\$

<sup>1</sup> Le passif relatif aux congés de maladie à payer aux prestataires représente la somme de toutes les banques individuelles de jours de congés de maladie évaluées à la valeur de l'allocation quotidienne nette de l'année programme 2015-2016 en date du 1er juillet.

# Annexe VI

## ÉTATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2016

### RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de l'Office des professions du Québec (L'Office) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'Office reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le comité de vérification interne surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'Office, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.



**M<sup>e</sup> Jean Paul Dutrisac**  
Président



**M. Jacques Lafiamme**  
Directeur des services administratifs

Québec, le 15 juin 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION ..... p. 59

RAPPORT DE L'AUDITEUR  
INDÉPENDANT ..... p. 60

### ÉTATS FINANCIERS

ÉTAT DES RÉSULTATS ET  
DE L'EXCÉDENT CUMULÉ ..... p. 61

ÉTAT DE LA SITUATION  
FINANCIÈRE ..... p. 62

ÉTAT DE LA VARIATION DES  
ACTIFS FINANCIERS NETS ..... p. 63

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE .... p. 64

NOTES COMPLÉMENTAIRES .... p. 65 à 73



## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office des professions du Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office des professions du Québec au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V.-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Serge Giguère, CPA auditeur, CA

Vérificateur général adjoint

Québec, le 15 juin 2016

## Office des professions du Québec

## ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ

De l'exercice clos le 31 mars 2016

	2016 Budget	2016 Réal	2015 Réal
<b>REVENUS</b>			
Contributions des membres des ordres professionnels	10 110 358 \$	10 574 933 \$	10 063 877 \$
Intérêts	65 000	103 453	98 632
	10 175 358	10 678 386	10 162 509
<b>CHARGES</b>			
<b>Frais d'administration</b>			
Traitements et avantages sociaux	6 930 000	6 456 223	4 521 049
Services de transport et de communication	368 000	323 806	318 045
Services professionnels et administratifs	1 015 000	715 123	772 608
Loyers et entretien	737 000	701 903	554 313
Fournitures et matériel	117 500	134 036	83 758
Amortissement des immobilisations corporelles	350 000	243 426	264 705
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition	15 000	8 774	11 124
	9 532 500	8 583 291	6 525 602
<b>Autres charges</b>			
Honoraires et remboursements de frais (note 3)	1 750 000	2 259 117	2 858 461
	11 282 500	10 842 408	9 384 063
<b>(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>	(1 107 142)	(164 022)	778 446
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	1 885 588	1 885 588	1 107 142
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	778 446 \$	1 721 566 \$	1 885 588 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Office des professions du Québec


**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

Au 31 mars 2016

	2016	2015
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie portant intérêt au taux de 1%	2 088 921 \$	3 366 103 \$
Placement, non rachetable portant intérêt au taux fixe de 1,35 %, échéant le 21 août 2016 (2015: 1,55 % échéant le 21 août 2015)	5 500 000	5 000 000
Débiteurs	188 887	180 499
Intérêts courus à recevoir	9 298	14 651
	7 787 106	8 561 253
<b>PASSIFS</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	1 265 123	2 034 389
Provision pour vacances (note 5)	637 489	512 383
Effet à payer au Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (note 6)	3 366 407	3 378 229
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 7)	138 811	249 477
Dettes (note 8)	335 138	—
Provision pour congés de maladie (note 5)	978 646	897 911
	6 721 614	7 072 389
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	1 065 492	1 488 864
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 10)	615 818	374 328
Charges payées d'avance	40 256	22 396
	656 074	396 724
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>	1 721 566 \$	1 885 588 \$
<b>OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (note 11)</b>		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR L'OFFICE DES PROFESSIONS DU QUÉBEC



**M<sup>e</sup> Jean Paul Dutrisac**  
Président



**M. Jacques Laflamme**  
Directeur des services administratifs



## Office des professions du Québec

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS**

De l'exercice clos le 31 mars 2016

	2016 Budget	2016 Réal	2015 Réal
<b>(DÉFICIT) EXCÉDENT DE L'EXERCICE</b>	(1 107 142) \$	(164 022) \$	778 446 \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(375 000)	(484 916)	(17 138)
Amortissement des immobilisations corporelles	350 000	243 426	264 705
	(25 000)	(241 490)	247 567
Acquisition de charges payées d'avance	—	(40 256)	(22 396)
Utilisation de charges payées d'avance	—	22 396	18 921
	—	(17 860)	(3 475)
<b>(DIMINUTION) AUGMENTATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	(1 132 142)	(423 372)	1 022 538
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	1 488 864	1 488 864	466 326
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	356 722 \$	1 065 492 \$	1 488 864 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## Office des professions du Québec

## ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

De l'exercice clos le 31 mars 2016

	2016	2015
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
(Déficit) excédent de l'exercice	(164 022) \$	778 446 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	243 426	264 705
Variation des actifs et des passifs reliés au fonctionnement :		
Débiteurs	(8 388)	1 082
Intérêts courus à recevoir	5 353	(14 651)
Charges payées d'avance	(17 860)	(3 475)
Créditeurs et charges à payer	(769 266)	159 125
Provision pour vacances	125 106	38 107
Effet à payer au Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre	(11 822)	(26 192)
Provision pour congés de maladie	80 735	(86 587)
	(596 142)	67 409
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	(516 738)	1 110 560
<b>ACTIVITÉS DE PLACEMENT</b>		
Acquisition d'un placement et flux de trésorerie liés aux activités de placement	(500 000)	(5 000 000)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(128 815)	(17 138)
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Remboursement de dettes	(20 963)	—
Obligations découlant de contrats de location-acquisition remboursées	(110 666)	(106 641)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	(131 629)	(106 641)
<b>DIMINUTION DE LA TRÉSORERIE</b>	(1 277 182)	(4 013 219)
<b>TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	3 366 103	7 379 322
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	2 088 921 \$	3 366 103 \$
Intérêts payés	8 774 \$	11 124 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES**

31 mars 2016

**1. CONSTITUTION ET OBJET**

L'Office des professions du Québec (L'Office) est un organisme constitué en vertu du *Code des professions* (RLRQ, chapitre C-26) et a pour fonction de veiller à ce que chacun des ordres professionnels assure la protection du public.

L'Office relève du ministre responsable de l'application des lois professionnelles que le gouvernement désigne. Les opérations de l'Office sont financées à même les contributions des membres des ordres professionnels. Ces contributions sont versées aux ordres professionnels qui en font la remise à l'Office. Le *Code des professions* prévoit dans le calcul de cette contribution une majoration ou une diminution pour tenir compte des déficits ou excédents des exercices financiers antérieurs. Si l'Office prévoit un surplus ou un déficit pour une année financière, il peut également être pris en compte en tout ou en partie.

En vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu, l'Office n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'Office des professions du Québec utilise le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

La préparation des états financiers de l'Office, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont des incidences à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges de l'exercice présenté dans les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immobilisations corporelles, les provisions pour congés de maladie et vacances ainsi que la provision pour allocations de transition

établies sur une base actuarielle. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

**Instruments financiers**

La trésorerie, le placement, les débiteurs, à l'exception des taxes à recevoir, ainsi que les intérêts courus à recevoir, sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créiteurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer et de la provision pour allocations de transition, la provision pour vacances ainsi que les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

**Revenus**

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus provenant des contributions des membres des ordres professionnels et des honoraires de gestion sont constatés lorsque les conditions suivantes, s'il y a lieu, sont remplies :

- il y a une preuve convaincante de l'existence d'un accord;
- le service a été rendu;
- le montant est déterminé ou déterminable;
- le recouvrement est raisonnablement assuré.

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention des fonds au cours de l'exercice.

**Actifs financiers****Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de l'Office consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires et les placements qui sont facilement convertibles à court terme en un montant connu de trésorerie dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative.

## Passifs

### Régimes de retraite

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux, étant donné que la direction ne dispose pas d'informations suffisantes pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

### Provision pour allocations de transition

Les obligations découlant des allocations de transition accumulées par le titulaire d'un emploi supérieur qui ne bénéficie pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par l'Office. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation d'un mois de traitement par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois.

### Obligations découlant des contrats de location-acquisition

Les contrats de location auxquels l'Office est partie à titre de preneur, et par lesquels la quasi-totalité des avantages et des risques liés à la propriété lui est transférée, sont constatés à titre d'immobilisations corporelles et inclus dans les obligations découlant de contrats de location-acquisition. Le coût comptabilisé au titre de location-acquisition représente la valeur actualisée des paiements minimums exigibles en vertu du bail.

### Provision pour congés de maladie

Les obligations découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables déterminées par l'Office. Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de congé de maladie par les employés.

### Provision pour vacances

Aucun calcul d'actualisation concernant la provision pour vacances n'est jugé nécessaire, puisque l'Office estime que les vacances accumulées sont prises dans l'exercice suivant.

## Actifs non financiers

De par leur nature, les actifs non financiers sont normalement employés pour fournir des services futurs.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire et selon les durées de vie suivantes :

	NOMBRE D'ANNÉES
Équipement informatique	3
Équipement téléphonique	5
Mobilier	5
Aménagement des locaux	5
Développement informatique	5
Immobilisations louées en vertu de contrats de location-acquisition	Durée du bail

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'Office de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values nettes sur les immobilisations corporelles sont imputées aux charges de l'exercice. Aucune reprise de valeur n'est constatée.

## État des gains et pertes de réévaluation

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou en devises.

## 3. HONORAIRES ET REMBOURSEMENTS DE FRAIS

En vertu du *Code des professions*, l'Office a la responsabilité d'assumer les charges suivantes : les honoraires et indemnités des présidents des conseils de discipline des ordres professionnels, les allocations de présence et le remboursement des frais raisonnables engagés par les administrateurs nommés par l'Office aux conseils d'administration des ordres professionnels pour représenter le public, ainsi que les allocations de présence et le remboursement des frais raisonnables engagés par les personnes nommées en vertu de

## Office des professions du Québec

l'article 123.3 du *Code des professions* aux comités de révision des ordres professionnels. Les honoraires et indemnités sont fixés par le gouvernement.

Les charges se détaillent comme suit :

	2016	2015
Administrateurs nommés	592 497 \$	562 594 \$
Présidents des conseils de discipline des ordres professionnels	1 666 620	2 295 867
	2 259 117 \$	2 858 461 \$

#### 4. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

Les crédateurs et charges à payer se détaillent comme suit :

	2016	2015
Comptes fournisseurs et frais courus	98 645 \$	161 315 \$
Honoraires et remboursement de frais	604 157	1 403 703
Provision pour allocations de transition	281 755	188 449
Traitements à payer	98 572	163 307
Avantages sociaux à payer	181 994	117 615
	1 265 123 \$	2 034 389 \$

#### Provision pour allocations de transition

Les allocations de transition sont payables au titulaire d'un emploi supérieur qui ne bénéficie pas de la sécurité d'emploi dans la fonction publique, et dont le mandat n'est pas renouvelé à son terme par le gouvernement. Selon le *Règlement sur la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein* (section 5 du chapitre II adopté par le décret 450-2007), cette allocation correspond à un mois de salaire par année de service continu, sans toutefois excéder douze mois. Elle se calcule sur la base du traitement que le titulaire reçoit au moment de son départ et en proportion du temps pendant lequel il a exercé ses fonctions.

L'évolution de la provision pour allocations de transition se présente comme suit :

	2016	2015
Solde au début	188 449 \$	168 341 \$
Charge de l'exercice	93 306	20 108
Solde à la fin	281 755 \$	188 449 \$

La provision pour allocations de transition a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes, au 31 mars :

	2016	2015
Taux d'indexation	2,5 % à 3,0 %	2,5 % à 3,5 %
Taux d'actualisation	0,89 % à 1,33 %	0,93 %
Durée résiduelle des titulaires d'emploi supérieurs actifs	1 à 4 ans	2 ans

#### 5. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

##### Régimes de retraite

Les membres du personnel de l'Office participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et au Régime de retraite de l'administration supérieure (RRAS). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le taux de cotisation pour le RREGOP est passé de 10,50 % de la masse salariale admissible à 11,12 %, et celui du RRPE et du RRAS, qui fait partie du RRPE, est demeuré à 14,38 %. Les cotisations de l'employeur sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 de la masse salariale admissible qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et au RRAS et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Ainsi l'Office doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2014, 2015 et 2016 correspondant à 11,46 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations de l'Office, incluant le montant de compensation à verser au RRPE et au RRAS, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 635 402 \$ (2015: 399 791 \$). Les obligations de l'Office envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

### Provision pour congés de maladie et vacances

	MALADIE		VACANCES	
	2016	2015	2016	2015
Solde au début	897 911 \$	984 498 \$	512 383 \$	474 276 \$
Charge de l'exercice	214 877	20 510	540 380	371 443
Prestations versées au cours de l'exercice	(134 142)	(107 097)	(415 274)	(333 336)
Solde à la fin	978 646 \$	897 911 \$	637 489 \$	512 383 \$

Les employés de l'Office peuvent accumuler des journées de congé de maladie non utilisées auxquelles ils ont droit annuellement et se les faire monnayer à 50 % en cas de cessation d'emploi, de départ à la retraite ou de décès, et cela, jusqu'à concurrence d'un montant représentant l'équivalent de 66 jours. Les employés peuvent également choisir d'utiliser ces journées accumulées comme journées d'absence pleinement rémunérées dans un contexte de départ en préretraite.

Ce programme a été modifié en fonction de l'entente de principe globale intervenue au niveau des conditions salariales des fonctionnaires du gouvernement du Québec. À compter du 1<sup>er</sup> avril 2017, ces employés pourront accumuler les journées non utilisées de congés de maladie auxquelles ils ont droit annuellement jusqu'à un maximum de 20 jours en banque. Toute journée excédentaire sera payable en fin d'exercice. Il n'y aura aucune possibilité d'utiliser ces journées dans un contexte de départ en préretraite. Des mesures transitoires seront appliquées au cours des prochains exercices.

Le programme d'accumulation des congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base, notamment, des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes, au 31 mars :

	RREGOP		RRPE ET RRAS	
	2016	2015	2016	2015
Taux d'indexation	2,5 % à 3,0 %	2,5 % à 3,5 %	2,5 % à 3,0 %	2,5 % à 3,5 %
Taux d'actualisation	0,89 % à 3,31 %	2,58 %	1,33 %	0,88 %
Durée résiduelle moyenne des salariés actifs	1 à 20 ans	13 ans	4 ans	1 an

## 6. OPÉRATIONS EXERCÉES À TITRE DE FIDUCIAIRE

L'Office administre à titre de fiduciaire le Fonds d'appui à la mobilité de la main-d'œuvre (FAMMO) qui a été créé en vertu du décret 241-2008 du 19 mars 2008. Le FAMMO est destiné à soutenir des projets des ordres et des organismes régissant l'accès aux métiers réglementés de la construction et hors construction, pour faciliter et accélérer la reconnaissance des compétences des personnes formées à l'extérieur du Québec et qui se portent candidates à l'exercice d'une profession ou d'un métier réglementé au Québec. Le financement initial du FAMMO provient d'une subvention de 5 millions de dollars versée par le gouvernement du Québec administrée et détenue par l'Office au profit des bénéficiaires et au nom de ceux-ci. Les intérêts générés par le FAMMO sont réinvestis dans celui-ci et des frais de gestion ne dépassant pas 8% du montant initial du FAMMO sont payés à l'Office. L'Office administre le FAMMO jusqu'au 31 mars 2017.

### Évolution de l'actif du FAMMO

	2016	2015
Solde de l'actif au début	3 378 229 \$	3 404 421 \$
<b>Plus:</b>		
Intérêts générés	39 765	41 060
<b>Moins:</b>		
Subventions accordées	(51 587)	(67 252)
<b>Solde de l'actif à la fin</b>	<b>3 366 407 \$</b>	<b>3 378 229 \$</b>

L'avoir net du FAMMO est égal à l'actif car celui-ci n'a pas de passif. L'actif du FAMMO correspond à l'effet à payer de l'Office à celui-ci. L'effet à payer s'élève à 3 366 407 \$ au 31 mars 2016 (2015: 3 378 229 \$) et se compose d'une partie de la trésorerie et du placement de l'Office.

## 7. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

	2016	2015
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition pour un montant total de 288 367,35 \$, au taux d'intérêt de 4,17 %, remboursable par versements mensuels de 5 314,32 \$ et échéant en décembre 2016	47 008 \$	107 447 \$
Obligation en vertu d'un contrat de location-acquisition pour un montant total de 250 066,15 \$, au taux d'intérêt de 3,16 %, remboursable par versements mensuels de 4 499,44 \$ et échéant en décembre 2017	91 803	142 030
	<b>138 811 \$</b>	<b>249 477 \$</b>
Les paiements minimums exigibles se détaillent comme suit:		
2017	101 822	
2018	40 495	
	<b>142 317</b>	
Moins: montants représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	(3 506)	
	<b>138 811 \$</b>	



## 8. DETTES

	2016	2015
Financement d'aménagements locatifs obtenu auprès de la Société Québécoise des infrastructures pour un montant total de 322 264,61 \$, au taux d'intérêt de 2,15 %, remboursable par versements mensuels de 5 659,61 \$ et échéant en novembre 2020	301 301 \$	—
Financement d'aménagements locatifs obtenu auprès de la Société Québécoise des infrastructures pour un montant total de 33 836,79 \$, au taux d'intérêt de 2,37 %, remboursable par versements mensuels de 597,39 \$ et échéant en avril 2021	33 837	—
	335 138 \$	—
L'échéancier des versements en capital à effectuer sur la dette au cours des prochains exercices se détaille comme suit :		
2017	68 009	
2018	69 973	
2019	71 507	
2020	73 075	
2021	51 977	
2022	597	
	335 138 \$	

## 9. AVANCES DU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Le ministre des Finances est autorisé à avancer à l'Office, à même le fonds général du fonds consolidé du revenu, des sommes dont le capital ne pourra excéder 2 millions de dollars et qui porteront intérêt au taux préférentiel. Au 31 mars 2016 et au 31 mars 2015, aucune avance n'avait été contractée. En vertu du décret 309-2013, cette autorisation a été prolongée au plus tard le 31 mai 2018.



## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	ÉQUIPEMENT TÉLÉPHONIQUE	MOBILIER	AMÉNAGEMENT DES LOCAUX	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE	2016
<b>Coût</b>						
Solde au début	364 693 \$	80 394\$	273 365 \$	930 859 \$	611 347 \$	2 260 658 \$
Acquisitions	102 936	15 588	6 894	359 498	—	484 916
Radiations	(38 566)	(47 528)	—	—	—	(86 094)
Solde à la fin	429 063	48 454	280 259	1 290 357	611 347	2 659 480
<b>Amortissement cumulé</b>						
Solde au début	298 470	75 460	247 630	660 934	603 836	1 886 330
Amortissement	63 153	5 265	15 967	151 530	7 511	243 426
Radiations	(38 566)	(47 528)	—	—	—	(86 094)
Solde à la fin	323 057	33 197	263 597	812 464	611 347	2 043 662
<b>Valeur comptable nette</b>	106 006 \$	15 257 \$	16 662 \$	477 893 \$	— \$	615 818 \$

Au 31 mars 2016, l'aménagement des locaux comprenait des immobilisations louées en vertu de deux contrats de location-acquisition pour un coût de 538 433 \$, un amortissement cumulé de 407 656 \$ et une valeur comptable nette de 130 777 \$ en contrepartie d'obligations découlant de contrats de location-acquisition. La charge d'amortissement de l'exercice liée à ces contrats de location-acquisition est de 107 687 \$. Au cours de l'exercice 2016, l'Office a acquis des aménagements locatifs d'un montant de 356 101 \$. Ces aménagements ont été financés par la Société québécoise des infrastructures. Par conséquent, cette transaction n'a généré aucune entrée de fonds et n'a eu aucun impact sur les flux de trésorerie de l'exercice.

	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE	ÉQUIPEMENT TÉLÉPHONIQUE	MOBILIER	AMÉNAGEMENT DES LOCAUX	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE	2015
<b>Coût</b>						
Solde au début	354 934 \$	80 394\$	271 023 \$	925 822 \$	611 347 \$	2 243 520 \$
Acquisitions	9 759	—	2 342	5 037	—	17 138
Solde à la fin	364 693	80 394	273 365	930 859	611 347	2 260 658
<b>Amortissement cumulé</b>						
Solde au début	229 591	69 852	227 439	505 929	588 814	1 621 625
Amortissement	68 879	5 608	20 191	155 005	15 022	264 705
Solde à la fin	298 470	75 460	247 630	660 934	603 836	1 886 330
<b>Valeur comptable nette</b>	66 223 \$	4 934 \$	25 735 \$	269 925 \$	7 511 \$	374 328 \$

Au 31 mars 2015, l'aménagement des locaux comprenait des immobilisations louées en vertu de deux contrats de location-acquisition pour un coût de 538 433 \$, un amortissement cumulé de 299 969 \$ et une valeur comptable nette de 238 464 \$ en contrepartie d'obligations découlant de contrats de location-acquisition. La charge d'amortissement de l'exercice liée à ces contrats de location-acquisition est de 107 687 \$.

## 11. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES RÉSILIABLES

En vertu de deux ententes signées avec la Société québécoise des infrastructures, l'Office s'est engagé à verser un loyer annuel pour l'occupation de ses locaux. Le tarif de location est fixé par la Société québécoise des infrastructures sur une base triennale et peut varier dans le temps. Selon la tarification actuellement en vigueur, les versements annuels de loyers s'élèvent à 706 164 \$.

## 12. GESTION DES RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

La loi qui encadre l'Office et les ordres professionnels, soit le *Code des professions*, a pour effet de minimiser les risques inhérents aux instruments financiers auxquels l'Office est soumis.

### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.

Le risque de crédit associé à la trésorerie, au placement et aux intérêts courus à recevoir est minime car en vertu de l'article 16.8 du *Code des professions*, l'Office n'est autorisé à placer les fonds dont il dispose qu'à court terme dans des titres émis ou garantis par le gouvernement du Canada, du Québec ou d'une autre province canadienne, par dépôt auprès d'une banque ou d'une institution financière inscrite à l'Autorité des marchés financiers en application de la Loi sur l'assurance-dépôts, ou dans des certificats, billets ou titres ou papiers à court terme émis ou garantis par une banque ou une telle institution.

Le risque de crédit associé aux débiteurs est également minime compte tenu qu'il s'agit des contributions à recevoir des ordres professionnels, lesquels sont tenus, en vertu des articles 196.6 et 196.7 du *Code des professions*, de percevoir cette contribution auprès de leurs membres avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, et de les remettre à l'Office au plus tard le 1<sup>er</sup> mai suivant. Les contributions perçues après le 1<sup>er</sup> mai doivent ensuite être remises à l'Office au plus tard le 31 mars de l'année financière au cours de laquelle elles sont perçues. Les débiteurs apparaissant aux états financiers de l'Office représentent les cotisations dues par les ordres professionnels au 31 mars 2016, donc il s'agit de comptes à recevoir de moins de 30 jours

selon les déclarations des ordres professionnels pour lesquels aucune provision pour créance douteuse n'est prise.

La valeur comptable de la trésorerie, du placement, des débiteurs, à l'exception des taxes à recevoir, ainsi que des intérêts courus à recevoir représente l'exposition maximale de l'Office au risque de crédit.

### Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'Office éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'Office détient suffisamment de liquidités pour lui permettre d'assumer ses obligations à court et à long terme. De plus, l'article 196.2 du *Code des professions* précise que les dépenses de l'Office sont à la charge des membres des ordres professionnels, ce qui l'assure de toujours disposer des fonds suffisants pour assumer ses obligations.

Les créiteurs et charges à payer apparaissant aux états financiers de l'Office comprennent les comptes fournisseurs, ainsi que les traitements à payer, soit un montant totalisant 197 217 \$ (2015: 324 622 \$) dont l'échéance est inférieure à 30 jours. Ils comprennent également des honoraires et remboursements de frais pour des travaux réalisés par les présidents de conseils de discipline au 31 mars 2016 totalisant 604 157 \$ (2015: 1 403 703 \$). L'échéance de ces créiteurs dépend de la durée des causes en cours et la grande majorité deviendra payable au cours des 12 prochains mois. L'Office estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant. Quant aux dettes contractées auprès de la Société québécoise des infrastructures, leur échéance est décrite à la note 8.

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risques: le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix.

L'Office est exposé au risque de taux d'intérêt en raison de sa trésorerie qui porte intérêt à taux variable. Toutefois, les fluctuations des taux d'intérêt du marché applicables à la trésorerie n'ont pas d'incidence significative sur les résultats de fonctionnement de l'Office.

L'Office est également exposé au risque de taux d'intérêt en raison de son placement qui porte intérêt à taux fixe. Le risque est faible puisque l'Office a l'intention de le détenir jusqu'à l'échéance.

### 13. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

L'Office est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'Office n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.



## Rapport de la direction

Les états financiers de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'OQAJ reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'OQAJ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Alfred Pilon  
Président-directeur général

Montréal, le 8 juin 2016



## Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Serge Giguère, CPA auditeur, CA  
Vérificateur général adjoint  
Québec, le 8 juin 2016

**Office Québec-Amériques pour la jeunesse**  
**État des résultats et de l'excédent cumulé**  
**De l'exercice clos le 31 mars 2016**

	<b>2016</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
	<b>Budget</b>	<b>Réel</b>	<b>Réel</b>
<b>REVENUS</b>			
Subvention du ministère des Relations internationales et de la Francophonie	1 415 274 \$	1 415 270 \$	1 459 045 \$
Contribution de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse	593 000	589 101	664 665
Intérêts sur dépôts bancaires	3 000	6 897	2 854
Autres revenus	8 000	4 352	12 873
	<u>2 019 274</u>	<u>2 015 620</u>	<u>2 139 437</u>
<b>CHARGES (note 4)</b>			
Programmes et développement	996 845	989 581	993 278
Communications	45 320	25 869	29 379
Licences et autres charges informatiques	26 972	18 731	52 433
Traitements et avantages sociaux	678 118	632 952	675 125
Amortissement des immobilisations corporelles	25 845	21 212	26 872
Fonctionnement	142 190	137 463	155 383
	<u>1 915 290</u>	<u>1 825 808</u>	<u>1 932 470</u>
<b>EXCÉDENT ANNUEL</b>	<u>103 984</u>	<u>189 812</u>	<u>206 967</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>538 372</u>	<u>538 372</u>	<u>331 405</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>642 356 \$</u>	<u>728 184 \$</u>	<u>538 372 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

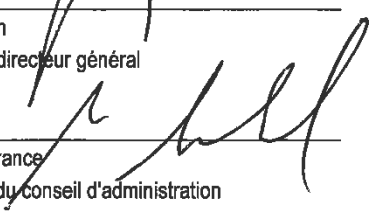
**Office Québec-Amériques pour la jeunesse**  
**État de la situation financière**  
**Au 31 mars 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie (note 5)	555 867 \$	563 456 \$
Débiteurs (note 6)	303 620	30 294
	<u>859 487</u>	<u>593 750</u>
<b>PASSIF</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 7)	131 303	55 378
	<u>131 303</u>	<u>55 378</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	<u>728 184</u>	<u>538 372</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 9)	-	-
<b>EXCÉDENT CUMULÉ</b>	<u>728 184 \$</u>	<u>538 372 \$</u>
Obligations contractuelles (note 11)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration :

  
 Alfred Pilon  
 Président-directeur général

  
 Simon Lafrance  
 Président du conseil d'administration



**Office Québec-Amériques pour la jeunesse**  
**État de la variation des actifs financiers nets**  
**De l'exercice clos le 31 mars 2016**

	<u>2016</u>	<u>2016</u>	<u>2015</u>
	<u>Budget</u>	<u>Réel</u>	<u>Réel</u>
<b>EXCÉDENT ANNUEL</b>	<u>103 984 \$</u>	<u>189 812 \$</u>	<u>206 967 \$</u>
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 757</u>
<b>AUGMENTATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	<u>103 984</u>	<u>189 812</u>	<u>208 724</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>538 372</u>	<u>538 372</u>	<u>329 648</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>642 356 \$</u>	<u>728 184 \$</u>	<u>538 372 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Office Québec-Amériques pour la jeunesse**  
**État des flux de trésorerie**  
**De l'exercice clos le 31 mars 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent annuel	189 812 \$	206 967 \$
Élément sans incidence en trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	1	1 757
	<u>189 812</u>	<u>208 724</u>
Variation des actifs et des passifs liés aux activités de fonctionnement :		
Débiteurs	(273 326)	609 818
Créditeurs et charges à payer	75 925	(355 112)
	<u>(197 401)</u>	<u>254 706</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<u>(7 589)</u>	<u>463 430</u>
 (Diminution) Augmentation de la trésorerie	 (7 589)	 463 430
<b>TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>563 456</u>	<u>100 026</u>
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)</b>	<u>555 867 \$</u>	<u>563 456 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Office Québec-Amériques pour la jeunesse**  
**Notes complémentaires**  
**Au 31 mars 2016**

**1. CONSTITUTION ET OBJETS**

L'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ) a été constitué en vertu de la Loi sur l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (RLRQ, chapitre O-5.1). Il a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux des autres peuples des Amériques, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération.

L'OQAJ, en tant que mandataire de l'État, n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

***Référentiel comptable***

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'OQAJ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

***Utilisation d'estimations***

La préparation des états financiers de l'OQAJ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la répartition des dépenses communes entre les différents offices. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

***État des gains et pertes de réévaluation***

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou en devises étrangères.

***Instruments financiers***

La trésorerie ainsi que les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et les charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale.

**REVENUS**

***Constataion des subventions et contributions***

Les subventions et contributions non assorties de critères d'admissibilité ou de stipulations sont comptabilisées à titre de revenu, lorsque le paiement est autorisé. Les subventions et contributions assorties de critères d'admissibilité sont comptabilisées à titre de revenu lorsque ceux-ci sont tous atteints et que la subvention ou la contribution est autorisée.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)****REVENUS (SUITE)**

Les subventions et contributions ayant des stipulations répondant à la définition d'un passif sont comptabilisées à titre de subventions ou contributions reportées. Ces dernières doivent être diminuées et un montant équivalent de revenu doit être comptabilisé à mesure que le passif est réglé. La comptabilisation du revenu doit être faite selon des modalités cohérentes avec les circonstances et les éléments ayant permis de justifier la comptabilisation initiale de la subvention ou de la contribution à titre de passif.

**CHARGES*****Programmes***

Les charges (projets réguliers et spéciaux) sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est.

**ACTIFS FINANCIERS*****Trésorerie***

La trésorerie se compose des soldes bancaires incluant les découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

**PASSIFS*****Régimes de retraite***

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'OQAJ ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.

**ACTIFS NON FINANCIERS**

De par leur nature, les actifs non financiers sont employés pour fournir des services futurs.

***Immobilisations corporelles***

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux et durée suivants :

Matériel et équipement	20 %
Matériel informatique et logiciels	33,33 %
Améliorations locatives	Durée du bail

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'OQAJ de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

**3. CONTRIBUTIONS DES OFFICES**

Tel que prévu à l'article 5 de la Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ) (RLRQ, chapitre O-5.2), en collaboration avec le Centre de services partagés du Québec, l'OQMJ fournit à l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), à l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) et à l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ), dans la mesure et aux conditions que chacun détermine, des services de gestion des ressources financières, humaines, matérielles et technologiques.

**Méthode de répartition des frais communs**

La part des frais communs d'un office doit refléter le volume d'activités qu'il génère et, par le fait même, la valeur des ressources qu'il mobilise. Ce volume d'activités est déterminé par trois variables : le total des dépenses (contributions) de programmes et de développement, le volume de participants et le nombre impliqué de salariés.

Les charges communes sont réparties comme suit en 2016 :

	Contribution des Offices				Total
	OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ	
Programmes	10 530 \$	13 674 \$	4 502 \$	12 444 \$	41 150 \$
Activités de développement	17 721	23 011	7 576	20 941	69 249
Frais de communications	21 891	28 427	9 359	25 869	85 546
Licences et autres charges informatiques	15 850	20 583	6 776	18 731	61 940
Traitements et avantages sociaux	356 428	462 840	152 377	421 194	1 392 839
Loyer	82 437	107 049	35 243	97 417	322 146
Amortissement des immobilisations corporelles	17 951	23 310	7 674	21 212	70 147
Autres frais de fonctionnement	31 791	41 283	13 591	37 568	124 233
	554 599	720 177	237 098	655 376	2 167 250
Traitements et avantages sociaux subventionnés non répartis	100 948				100 948
	655 547 \$		1 612 651 \$		2 268 198 \$

Pourcentage de répartition retenu en 2016

OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ
25,59 %	33,23 %	10,94 %	30,24 %

Les charges communes sont réparties comme suit en 2015 :

	Contribution des Offices				Total
	OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ	
Programmes	9 446 \$	15 413 \$	5 202 \$	14 900 \$	44 961 \$
Activités de développement	13 116	21 400	7 223	20 688	62 427
Frais de communications	18 626	30 390	10 257	29 379	88 652
Licences et autres charges informatiques	33 242	54 237	18 306	52 433	158 218
Traitements et avantages sociaux	263 185	429 414	144 933	415 134	1 252 666
Loyer	67 604	110 303	37 229	106 635	321 771
Amortissement des immobilisations corporelles	15 924	25 979	8 768	25 115	75 786
Autres frais de fonctionnement	29 364	47 912	16 171	46 321	139 768
	450 507	735 048	248 089	710 605	2 144 249
Traitements et avantages sociaux subventionnés non répartis	274 000				274 000
	724 507 \$		1 693 742 \$		2 418 249 \$

Pourcentage de répartition retenu en 2015

OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ
21,01 %	34,28 %	11,57 %	33,14 %

**4. CHARGES**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Programmes et développement</b>		
Projets réguliers	627 322 \$	493 290 \$
Allocations de participation et accompagnements Emploi-Québec	-	229 970
Projets spéciaux	320 660	229 372
Missions à l'étranger	2 077	-
Frais de déplacement au Québec	6 137	4 956
Programmes - frais communs	12 444	14 900
Activités de développement - frais communs	20 941	20 688
Autres frais	-	102
	<u>989 581</u>	<u>993 278</u>
<b>Communications</b>		
Frais de communications - frais communs	25 869	29 379
	<u>25 869</u>	<u>29 379</u>
<b>Licences et autres charges informatiques</b>		
Frais de licences et autres charges informatiques - frais communs	18 731	52 433
	<u>18 731</u>	<u>52 433</u>
<b>Traitements et avantages sociaux</b>		
Traitements et avantages sociaux	223 948	227 532
Remboursement de traitements et avantages sociaux à des tiers	(56 763)	(4 386)
Traitements et avantages sociaux à des tiers	44 573	36 845
Traitements et avantages sociaux - frais communs	421 194	415 134
	<u>632 952</u>	<u>675 125</u>
<b>Amortissement des immobilisations corporelles</b>		
Amortissement des immobilisations corporelles - frais communs	21 212	25 115
Amortissement des immobilisations corporelles	-	1 757
	<u>21 212</u>	<u>26 872</u>
<b>Fonctionnement</b>		
Loyer - frais communs	97 417	106 635
Frais de fonctionnement - frais communs	37 568	46 321
Frais de fonctionnement - autres	1 453	1 132
Frais du conseil d'administration	1 025	1 295
	<u>137 463</u>	<u>155 383</u>
	<u>1 825 808 \$</u>	<u>1 932 470 \$</u>

**5. TRÉSORERIE**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Encaisse non réservée	255 867	263 456
Réserve	300 000	300 000
	<u>555 867</u> \$	<u>563 456</u> \$

En vertu de l'article 34 du Règlement sur la régie interne de l'OQAJ, il est résolu d'autoriser l'OQAJ à constituer et maintenir une réserve de trésorerie entre 200 000 \$ et 300 000 \$. Celle-ci est destinée à assurer la gestion financière pour éviter notamment les découverts bancaires.

**6. DÉBITEURS**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
OQWBJ	3 046	\$ -
OQMJ	298 244	22 205
Autres	2 330	8 089
	<u>303 620</u> \$	<u>30 294</u> \$

**7. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Avantages sociaux à payer	4 227	\$ 2 808
Fournisseurs	13 010	15 485
Traitements et vacances à payer	18 693	14 148
OQMJ	95 373	22 937
	<u>131 303</u> \$	<u>55 378</u> \$

**8. MARGE DE CRÉDIT**

Aux 31 mars 2016 et 2015, l'OQAJ détient une marge de crédit auprès de la Caisse Desjardins de Québec de 200 000 \$ renouvelable annuellement le 30 novembre. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel majoré de 0,75 % et est inutilisée aux 31 mars 2016 et 2015.

## 9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Matériel et équipement	Matériel informatique et logiciels	Améliorations locatives détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition	2016 Total
<b>Coût</b>				
Solde au début	69 338 \$	35 161 \$	118 081 \$	222 580 \$
Dispositions	(499)	(9 307)	-	(9 806)
Solde à la fin	68 839	25 854	118 081	212 774
<b>Amortissement cumulé</b>				
Solde au début	69 338	35 161	118 081	222 580
Dispositions	(499)	(9 307)	-	(9 806)
Solde à la fin	68 839	25 854	118 081	212 774
Valeur comptable nette	- \$	- \$	- \$	- \$

	Matériel et équipement	Matériel informatique et logiciels	Améliorations locatives détenues en vertu d'un contrat de location-acquisition	2015 Total
<b>Coût</b>				
Solde au début	70 785 \$	40 212 \$	118 081 \$	229 078 \$
Dispositions	(1 447)	(5 051)	-	(6 498)
Solde à la fin	69 338	35 161	118 081	222 580
<b>Amortissement cumulé</b>				
Solde au début	70 785	38 455	118 081	227 321
Amortissement	-	1 757	-	1 757
Dispositions	(1 447)	(5 051)	-	(6 498)
Solde à la fin	69 338	35 161	118 081	222 580
Valeur comptable nette	- \$	- \$	- \$	- \$

## 10. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

*Régimes de retraite*

Les membres du personnel de l'OQAJ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP). Ce régime interemployeurs est à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le taux de cotisation pour le RREGOP a augmenté de 10,50 % à 11,12 % de la masse salariale admissible. Les cotisations de l'OQAJ sont équivalentes aux cotisations des employés. Les cotisations de l'OQAJ imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 11 291 \$ (2015 : 13 432 \$). Les obligations de l'OQAJ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.



## Rapport de la direction

Les états financiers de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ) ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements financiers contenus dans le reste du rapport annuel de gestion concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

L'OQMJ reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte de ses responsabilités en matière d'information financière et il approuve les états financiers.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à l'audit des états financiers de l'OQMJ, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, et son rapport de l'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Alfred Pilon  
Président-directeur général

Montréal, le 8 juin 2016



## Rapport de l'auditeur indépendant

À l'Assemblée nationale

### Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2016, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires et l'annexe.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

#### *Opinion*

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'Office Québec-Monde pour la jeunesse au 31 mars 2016, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Pour la vérificatrice générale du Québec,

Serge Giguère, CPA auditeur, CA  
Vérificateur général adjoint  
Québec, le 8 juin 2016

**Office Québec-Monde pour la jeunesse**  
**État des résultats et de l'excédent cumulé**  
**De l'exercice clos le 31 mars 2016**

	2016	2016	2015
	Budget	Réel	Réel
<b>REVENUS</b>			
Subvention du ministère des Relations internationales et de la Francophonie	1 082 000 \$	1 082 000 \$	1 115 465 \$
Subvention du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	-	-	599 248
Subvention du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	1 499 000	1 461 771	632 323
Subvention du Secrétariat à la jeunesse	740 000	942 183	732 547
Contributions des Offices (note 3)	1 731 371	1 612 651	1 693 742
Intérêts sur dépôts bancaires	7 500	14 394	9 115
Autres revenus	8 000	17 377	13 646
	<u>5 067 871</u>	<u>5 130 376</u>	<u>4 796 086</u>
<b>CHARGES (note 4)</b>			
Subventions distribuées aux Offices pour les programmes	1 475 300	1 541 065	1 309 945
Programmes et développement	1 080 625	1 056 140	711 519
Communications	152 900	85 546	88 652
Licences et autres charges informatiques	91 000	61 940	158 218
Traitements et avantages sociaux	1 797 625	1 810 799	1 806 519
Amortissement des immobilisations corporelles	136 013	118 963	125 004
Fonctionnement	469 477	449 378	463 031
	<u>5 202 940</u>	<u>5 123 831</u>	<u>4 662 888</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL</b>	<u>(135 069)</u>	<u>6 545</u>	<u>133 198</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>1 153 683</u>	<u>1 153 683</u>	<u>1 020 485</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>1 018 614 \$</u>	<u>1 160 228 \$</u>	<u>1 153 683 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Office Québec-Monde pour la jeunesse**  
**État de la situation financière**  
**Au 31 mars 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>		
Trésorerie (note 5)	672 483 \$	776 175 \$
Débiteurs (note 6)	<u>1 856 970</u>	<u>887 023</u>
	<u>2 529 453</u>	<u>1 663 198</u>
<b>PASSIF</b>		
Créditeurs et charges à payer (note 7)	1 718 101	918 290
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 9)	<u>286 640</u>	<u>328 410</u>
	<u>2 004 741</u>	<u>1 246 700</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	<u>524 712</u>	<u>416 498</u>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>		
Immobilisations corporelles (note 10)	610 970	717 750
Charges payées d'avance	<u>24 546</u>	<u>19 435</u>
	<u>635 516</u>	<u>737 185</u>
<b>EXCÉDENT CUMULÉ (note 11)</b>	<u>1 160 228 \$</u>	<u>1 153 683 \$</u>

Obligations contractuelles (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil d'administration :

Alfred Pilon  
 Président-directeur général

Stéphanie Trudeau  
 Présidente du conseil d'administration

**Office Québec-Monde pour la jeunesse**  
**État de la variation des actifs financiers nets**  
**De l'exercice clos le 31 mars 2016**

	<u>2016</u> <u>Budget</u>	<u>2016</u> <u>Réel</u>	<u>2015</u> <u>Réel</u>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ANNUEL</b>	<u>(135 069) \$</u>	<u>6 545 \$</u>	<u>133 198 \$</u>
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(60 000)	(12 183)	(32 255)
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>136 013</u>	<u>118 963</u>	<u>125 004</u>
	<u>76 013</u>	<u>106 780</u>	<u>92 749</u>
Acquisitions de charges payées d'avance	(5 000)	(24 546)	(19 435)
Utilisations de charges payées d'avance	<u>5 000</u>	<u>19 435</u>	<u>57 796</u>
	<u>-</u>	<u>(5 111)</u>	<u>38 361</u>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DES ACTIFS FINANCIERS NETS</b>	<u>(59 056)</u>	<u>108 214</u>	<u>264 308</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>416 948</u>	<u>416 498</u>	<u>152 190</u>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>357 892 \$</u>	<u>524 712 \$</u>	<u>416 498 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Office Québec-Monde pour la jeunesse**  
**État des flux de trésorerie**  
**De l'exercice clos le 31 mars 2016**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT</b>		
Excédent annuel	6 545 \$	133 198 \$
Élément sans incidence en trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles	<u>118 963</u>	<u>125 004</u>
	<u>125 508</u>	<u>258 202</u>
Variation des actifs et des passifs liés aux activités de fonctionnement :		
Débiteurs	(969 947)	1 347 730
Créditeurs et charges à payer	799 811	(1 117 173)
Charges payées d'avance	<u>(5 111)</u>	<u>38 361</u>
	<u>(175 247)</u>	<u>268 918</u>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement</b>	<u>(49 739)</u>	<u>527 120</u>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS</b>		
<b>Acquisitions d'immobilisations corporelles et flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations</b>	<u>(12 183)</u>	<u>(32 255)</u>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
<b>Remboursements des obligations découlant de contrats de location-acquisition et flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<u>(41 770)</u>	<u>(38 916)</u>
<b>(Diminution) Augmentation de la trésorerie</b>	(103 692)	455 949
<b>TRÉSORERIE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>776 175</u>	<u>320 226</u>
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)</b>	<u>672 483 \$</u>	<u>776 175 \$</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Office Québec-Monde pour la jeunesse**  
**Notes complémentaires**  
**Au 31 mars 2016**

**1. CONSTITUTION ET OBJETS**

L'OQMJ est constitué en vertu de la Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse, (RLRQ, chapitre O-5.2), qui est entrée en vigueur le 26 mai 2009. L'OQMJ a pour mission de développer les relations entre les jeunes du Québec et ceux de territoires et de pays que le ministre des Relations internationales et de la Francophonie lui indique et qui ne sont pas couverts par l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) ou par l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ). Ces relations ont pour objet de favoriser chez ces jeunes la connaissance mutuelle de leur culture respective, d'accroître entre eux les échanges sur le plan individuel et collectif et de susciter le développement de réseaux de coopération. L'OQMJ fait partie des Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ).

L'OQMJ, en tant que mandataire de l'État, n'est pas assujéti aux impôts sur le revenu du Québec et du Canada.

**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

**Référentiel comptable**

Aux fins de la préparation de ses états financiers, l'OQMJ utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doit être cohérente avec ce dernier.

**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers de l'OQMJ, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments pour lesquels la direction a établi des estimations et formulé des hypothèses sont la durée de vie des immobilisations corporelles, la répartition des dépenses communes entre les différents offices et la provision pour allocation de transition. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

**État des gains et pertes de réévaluation**

L'état des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté compte tenu qu'aucun élément n'est comptabilisé à la juste valeur ou en devises étrangères.

**Instruments financiers**

La trésorerie ainsi que les débiteurs sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La marge de crédit ainsi que les créditeurs et les charges à payer, à l'exception des avantages sociaux et provision pour allocations de transition à payer, sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des éléments classés dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charges.

## 2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

### REVENUS

#### *Constatation des subventions et contributions*

Les subventions et contributions non assorties de critères d'admissibilité ou de stipulations sont comptabilisées à titre de revenu, lorsque les subventions ou les contributions sont autorisées. Les subventions et contributions assorties de critères d'admissibilité sont comptabilisées à titre de revenu lorsque ceux-ci sont tous atteints et que le paiement est autorisé.

Les subventions et contributions répondant à la définition d'un passif sont comptabilisées à titre de subventions ou contributions reportées. Ces dernières doivent être diminuées et un montant équivalent de revenu doit être comptabilisé à mesure que le passif est réglé. La comptabilisation du revenu doit être faite selon des modalités cohérentes avec les circonstances et les éléments ayant permis de justifier la comptabilisation initiale de la subvention ou de la contribution à titre de passif.

### CHARGES

#### *Programmes*

Les charges (projets réguliers et spéciaux) sont constatées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées et que les bénéficiaires ont satisfait à tous les critères d'admissibilité, s'il en est.

### ACTIFS FINANCIERS

#### *Trésorerie*

La trésorerie se compose des soldes bancaires incluant les découverts bancaires, dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible.

### PASSIFS

#### *Provision pour allocations de transition*

Une allocation de transition est payable au président-directeur général de l'OQMJ à la fin de son mandat de membre du conseil d'administration et président-directeur général. Selon les conditions et modalités prévues à la section 5 du chapitre II des Règles concernant la rémunération et les autres conditions de travail des titulaires d'un emploi supérieur à temps plein adoptées par le gouvernement par le décret numéro 450-2007 du 20 juin 2007, cette allocation correspond à un mois de salaire au moment du départ, par année de service continu, sans toutefois excéder 12 mois.

Une allocation de transition est payable au personnel d'encadrement. Cette allocation est payable au moment du départ de l'employé, sauf si la personne concernée quitte pour occuper un poste dans le secteur public pendant la période correspondant à son allocation. Cette allocation correspond à un mois de salaire par année de service continu, sans toutefois excéder 12 mois.

La provision pour allocations de transition fait l'objet d'une actualisation.

#### *Régimes de retraite*

La comptabilité des régimes à cotisations déterminées est appliquée aux régimes interemployeurs à prestations déterminées gouvernementaux compte tenu que l'OQMJ ne dispose pas de suffisamment d'informations pour appliquer la comptabilité des régimes à prestations déterminées.



**2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)****ACTIFS NON FINANCIERS**

De par leur nature, les actifs non financiers sont employés normalement pour fournir des services futurs.

***Immobilisations corporelles***

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux et durées suivants :

Matériel et équipement	20 %
Matériel informatique et logiciels	33,33 %
Développement informatique	5 ans
Améliorations locatives	Durée du bail

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de l'OQMJ de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur. Les moins-values sur immobilisations corporelles sont imputées aux résultats de l'exercice. Aucune reprise sur réduction de valeur n'est constatée.

### 3. CONTRIBUTIONS DES OFFICES

Tel que prévu à l'article 5 de la Loi instituant l'Office Québec-Monde pour la jeunesse (OQMJ), en collaboration avec le Centre de services partagés du Québec, l'OQMJ fournit à l'Office franco-québécois pour la jeunesse (OFQJ), à l'Office Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse (OQWBJ) et à l'Office Québec-Amériques pour la jeunesse (OQAJ), dans la mesure et aux conditions que chacun détermine, des services de gestion des ressources financières, humaines, matérielles et technologiques.

#### Méthode de répartition des frais communs

La part des frais communs d'un office doit refléter le volume d'activités qu'il génère et, par le fait même, la valeur des ressources qu'il mobilise. Ce volume d'activités est déterminé par trois variables : le total des dépenses (contributions) de programmes et de développement, le volume de participants et le nombre impliqué de salariés.

Les charges communes sont réparties comme suit en 2016 :

	Contribution des Offices				Total
	OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ	
Programmes	10 530 \$	13 674 \$	4 502 \$	12 444 \$	41 150 \$
Activités de développement	17 721	23 011	7 576	20 941	69 249
Frais de communications	21 891	28 427	9 359	25 869	85 546
Licences et autres charges informatiques	15 850	20 583	6 776	18 731	61 940
Traitements et avantages sociaux	356 428	462 840	152 377	421 194	1 392 839
Loyer	82 437	107 049	35 243	97 417	322 146
Amortissement des immobilisations corporelles	17 951	23 310	7 674	21 212	70 147
Autres frais de fonctionnement	31 791	41 283	13 591	37 568	124 233
	554 599	720 177	237 098	655 376	2 167 250
Traitements et avantages sociaux subventionnés non répartis	100 948				100 948
	655 547 \$		1 612 651 \$		2 268 198 \$

Pourcentage de répartition retenu en 2016

OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ
25,59 %	33,23 %	10,94 %	30,24 %

Les charges communes sont réparties comme suit en 2015 :

	Contribution des Offices				Total
	OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ	
Programmes	9 446 \$	15 413 \$	5 202 \$	14 900 \$	44 961 \$
Activités de développement	13 116	21 400	7 223	20 688	62 427
Frais de communications	18 626	30 390	10 257	29 379	88 652
Licences et autres charges informatiques	33 242	54 237	18 306	52 433	158 218
Traitements et avantages sociaux	263 185	429 414	144 933	415 134	1 252 666
Loyer	67 604	110 303	37 229	106 635	321 771
Amortissement des immobilisations corporelles	15 924	25 979	8 768	25 115	75 786
Autres frais de fonctionnement	29 364	47 912	16 171	46 321	139 768
	450 507	735 048	248 089	710 605	2 144 249
Traitements et avantages sociaux subventionnés non répartis	274 000				274 000
	724 507 \$		1 693 742 \$		2 418 249 \$

Pourcentage de répartition retenu en 2015

OQMJ	OFQJ	OQWBJ	OQAJ
21,01 %	34,28 %	11,57 %	33,14 %

**4. CHARGES**

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
<b>Subventions distribuées aux Offices pour les programmes</b>		
OFQJ	712 314 \$	470 766 \$
OQAJ	589 101	664 665
OQWBJ	239 650	174 514
	<u>1 541 065</u>	<u>1 309 945</u>
<b>Programmes et développement</b>		
Projets réguliers	672 404	323 730
Projets spéciaux	270 935	274 550
Missions à l'étranger	586	2 951
Activités de développement	1 816	2 900
Programmes - frais communs	41 150	44 961
Activités de développement - frais communs	69 249	62 427
	<u>1 056 140</u>	<u>711 519</u>
<b>Communications</b>		
Frais de communications - frais communs	85 546	88 652
	<u>85 546</u>	<u>88 652</u>
<b>Licences et autres charges informatiques</b>		
Frais de licences et autres charges informatiques - frais communs	61 940	158 218
	<u>61 940</u>	<u>158 218</u>
<b>Traitements et avantages sociaux</b>		
Traitements et avantages sociaux	287 697	329 736
Traitements et avantages sociaux remboursés à des tiers	174 303	148 109
Remboursement de traitements et avantages sociaux des tiers	(145 841)	(199 505)
Traitements et avantages sociaux - frais communs	1 116 619	1 127 766
Traitements et avantages sociaux remboursés à des tiers - frais communs	415 585	393 384
Remboursement de traitements et avantages sociaux des tiers - frais communs	(44 993)	-
Formation	853	1 513
Formation - frais communs	6 576	5 516
	<u>1 810 799</u>	<u>1 806 519</u>
<b>Amortissement des immobilisations corporelles</b>		
Amortissement des immobilisations corporelles	48 816	49 218
Amortissement des immobilisations corporelles - frais communs	70 147	75 786
	<u>118 963</u>	<u>125 004</u>
<b>Fonctionnement</b>		
Loyer - frais communs	322 146	321 771
Frais de fonctionnement - frais communs	111 540	125 567
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-acquisition - frais communs	12 693	14 201
Frais de fonctionnement - autres	2 954	1 443
Frais du conseil d'administration	45	49
	<u>449 378</u>	<u>463 031</u>
	<u>5 123 831 \$</u>	<u>4 662 888 \$</u>

**5. TRÉSORERIE**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Encaisse non réservée	372 483 \$	476 175 \$
Réserve	300 000	300 000
	<u>672 483 \$</u>	<u>776 175 \$</u>

En vertu de l'article 34 du règlement intérieur de l'OQMJ, il a été résolu par le conseil d'administration d'autoriser l'OQMJ à constituer et maintenir une réserve de trésorerie jusqu'à concurrence de 300 000 \$. Elle est destinée à assurer la gestion financière pour éviter notamment les découverts bancaires.

**6. DÉBITEURS**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale	-	136 286 \$
Secrétariat à la jeunesse	942 183	66 547
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur	595 150	632 323
OFQJ	84 746	7 091
OQAJ	95 373	22 937
OQWBJ	119 727	16 647
Autres	19 791	5 192
	<u>1 856 970 \$</u>	<u>887 023 \$</u>

**7. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Fournisseurs	28 869 \$	32 551 \$
OFQJ	442 628	46 662
OQAJ	298 244	22 205
OQWBJ	99 696	6 166
Traitements et vacances à payer	185 451	149 035
Avantages sociaux et provision pour allocations de transition à payer	663 213	661 671
	<u>1 718 101 \$</u>	<u>918 290 \$</u>

***Provision pour allocations de transition à payer***

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Solde au début	641 611 \$	629 072 \$
Charge de l'exercice	17 241	112 369
Prestations versées au cours de l'exercice	-	(99 830)
Solde à la fin	<u>658 852 \$</u>	<u>641 611 \$</u>

La provision pour allocations de transition a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme.

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Taux de croissance de la rémunération	1,03 % à 2,74 %	1,03 % à 2,84 %
Taux d'actualisation	0 % à 3,38 %	0,88 % à 3,08 %
Durée résiduelle des salariés actifs	Entre 1 et 25 ans	Entre 1 et 26 ans

**8. MARGE DE CRÉDIT**

Au 31 mars 2016, l'OQMJ détient une marge de crédit auprès de la Caisse Desjardins de Québec de 200 000 \$ renouvelable annuellement le 30 septembre. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel majoré de 1 % et est inutilisée aux 31 mars 2016 et 2015.

**9. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION**

	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Obligations, en vertu de contrats de location-acquisition, envers la Société québécoise des infrastructures de 424 725 \$, au taux de 4,28 %, remboursables par versements mensuels de 3 190 \$ incluant capital et intérêts, échéant le 29 février 2024	256 683 \$	284 703 \$
Obligations, en vertu de contrats de location-acquisition, envers la Société québécoise des infrastructures de 69 141 \$, au taux de 2,90 %, remboursables par versements mensuels de 1 236 \$ incluant capital et intérêts, échéant le 30 avril 2018	29 957	43 707
	<u>286 640 \$</u>	<u>328 410 \$</u>
Les montants des paiements minimums exigibles (capital et intérêts) à effectuer au cours des prochains exercices se détaillent comme suit :	Contrats de location-acquisition	
2017	53 112 \$	
2018	53 112	
2019	39 516	
2020	38 280	
2021	38 280	
2022 et suivants	<u>111 650</u>	
Total des paiements minimums exigibles	333 950	
Moins : montant représentant les intérêts inclus dans les paiements minimums exigibles	<u>47 310</u>	
	<u>286 640 \$</u>	

## 10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Matériel et équipement	Matériel informatique et logiciels	Développement informatique	Améliorations locatives détenues en vertu de contrats de location- acquisition	2016 Total
<b>Coût</b>					
Solde au début	8 403 \$	73 850 \$	187 354 \$	993 866 \$	1 263 473 \$
Acquisitions	-	12 183	-	-	12 183
Solde à la fin	8 403	86 033	187 354	993 866	1 275 656
<b>Amortissement cumulé</b>					
Solde au début	3 336	60 697	94 429	387 261	545 723
Amortissement	1 680	11 781	37 471	68 031	118 963
Solde à la fin	5 016	72 478	131 900	455 292	664 686
Valeur comptable nette	3 387 \$	13 555 \$	55 454 \$	538 574 \$	610 970 \$

	Matériel et équipement	Matériel informatique et logiciels	Développement informatique	Améliorations locatives détenues en vertu de contrats de location- acquisition	2015 Total
<b>Coût</b>					
Solde au début	7 153 \$	72 452 \$	159 810 \$	993 866 \$	1 233 281 \$
Acquisitions	1 250	3 461	27 544	-	32 255
Dispositions	-	(2 063)	-	-	(2 063)
Solde à la fin	8 403	73 850	187 354	993 866	1 263 473
<b>Amortissement cumulé</b>					
Solde au début	1 286	43 190	59 076	319 230	422 782
Amortissement	2 050	19 570	35 353	68 031	125 004
Dispositions	-	(2 063)	-	-	(2 063)
Solde à la fin	3 336	60 697	94 429	387 261	545 723
Valeur comptable nette	5 067 \$	13 153 \$	92 925 \$	606 605 \$	717 750 \$

Aux 31 mars 2016 et 2015, aucune acquisition n'était incluse dans les créditeurs et les charges à payer.

**11. EXCÉDENT CUMULÉ**

Le tableau suivant fournit les principaux éléments qui composent le poste Excédent cumulé :

	2016	2015
Excédent cumulé investi en immobilisations corporelles	610 970	\$ 717 750
Excédent cumulé non affecté	549 258	435 933
Total de l'excédent cumulé	1 160 228	\$ 1 153 683

**12. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS****Régimes de retraite**

Les membres du personnel de l'OQMJ participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP) et au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interemployeurs sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le taux de cotisation pour le RREGOP a augmenté de 10,50 % à 11,12 % de la masse salariale admissible et celui du RRPE est maintenu à 14,38 %.

Les cotisations de l'OQMJ sont équivalentes aux cotisations des employés, à l'exception d'un montant de compensation prévu dans la loi du RRPE de 5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2016 (5,73 % au 1<sup>er</sup> janvier 2015) de la masse salariale admissible qui doit être versé dans la caisse des participants au RRPE et un montant équivalent dans la caisse des employeurs. Cette compensation vise à combler la différence entre le taux de cotisation requis pour le financement du RRPE et le taux effectivement cotisé. Ainsi l'OQMJ doit verser un montant supplémentaire pour les années civiles 2015 et 2016 correspondant à 11,46 % de la masse salariale admissible.

Les cotisations de l'OQMJ, incluant le montant de compensation à verser au RRPE, imputées aux résultats de l'exercice s'élèvent à 151 981 \$ (2015 : 163 665 \$). Les obligations de l'OQMJ envers ces régimes gouvernementaux se limitent à ses cotisations à titre d'employeur.

**Congés de maladie**

L'OQMJ rembourse les jours non utilisés au 31 mars de chaque année selon son règlement sur les conditions de nomination ainsi que les normes et barèmes de rémunération. La charge de l'exercice s'élève à 33 704 \$ (2015 : 31 790 \$).

**Provision pour vacances**

Aucun calcul d'actualisation n'est jugé nécessaire puisque la direction estime que les vacances accumulées seront prises dans l'exercice suivant.

**13. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES****Contributions à verser**

Au 31 mars 2016, l'OQMJ a accepté de verser des contributions pour les programmes de 296 340 \$ (2015 : 170 890 \$) pour des projets qui se réaliseront au cours de l'exercice 2017.

**13. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES (SUITE)*****Contrats de location***

L'OQMJ est engagé par des baux à court et à long terme avec la Société québécoise des infrastructures, échéant en septembre 2016 pour des locaux administratifs à Québec et en février 2019 pour des locaux administratifs à Montréal.

Les paiements s'établissent comme suit :

	Québec	Montréal
2017	36 390 \$	223 440 \$
2018	-	223 440
2019	-	204 820
	<u>36 390 \$</u>	<u>651 700 \$</u>

**14. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS**

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, l'OQMJ est apparenté avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. L'OQMJ n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

**15. GESTION DE RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS**

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

***Risque de crédit***

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière.

L'OQMJ est exposé au risque de crédit découlant de la possibilité que des parties manquent à leurs obligations financières étant donné qu'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligations financières de tierces parties ayant des caractéristiques économiques similaires et qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture.

L'exposition maximale de l'OQMJ au risque de crédit au 31 mars 2016 est la suivante :

	2016	2015
Trésorerie	672 483 \$	776 175 \$
Débiteurs	1 856 970	887 023
	<u>2 529 453 \$</u>	<u>1 663 198 \$</u>



**15. GESTION DE RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)**

La direction juge que le risque de perte relativement à la trésorerie est négligeable, car elle est investie auprès d'une institution financière réputée. Le risque de crédit associé aux débiteurs est réduit puisqu'ils sont composés en presque totalité de montants dus par des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Aucune provision n'est comptabilisée étant donné la qualité des débiteurs. L'ensemble du solde sera encaissé dans les 60 jours.

***Risque de liquidité***

Le risque de liquidité est le risque que l'OQMJ ne soit pas en mesure de répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liées à ses passifs financiers lorsqu'elles arrivent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque que l'OQMJ ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

L'OQMJ finance ses charges d'exploitation ainsi que l'acquisition et l'amélioration des immobilisations corporelles en combinant les flux de trésorerie provenant de ses activités d'exploitation et des subventions. L'OQMJ respecte ses exigences en matière de liquidité en préparant et en surveillant les plans de financement et de dépenses, et en détenant des actifs financiers pouvant facilement être transformés en trésorerie. L'OQMJ dispose d'une marge de crédit de 200 000 \$ (note 8). De plus, en vertu d'une résolution du conseil d'administration, l'OQMJ s'est muni d'une réserve de trésorerie afin de pourvoir au financement de ses opérations. Au 31 mars 2016, la réserve de trésorerie s'élève à 300 000 \$ (2015 : 300 000 \$).

Le tableau suivant présente l'échéance estimative des passifs financiers au 31 mars 2016 :

	<u>2016</u>	<u>2015</u>
Créditeurs et charges à payer excluant les avantages sociaux et provision pour allocations de transition à payer (note 7)		
Moins de 90 jours	<u>1 054 888 \$</u>	<u>256 619 \$</u>

***Risque de marché***

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le risque de marché inclut trois types de risque : le risque de change, le risque de taux d'intérêt et l'autre risque de prix. Compte tenu de la nature de ses activités, l'OQMJ n'est exposé à aucun risque de marché puisque la marge de crédit est inutilisée.

**16. CHIFFRES COMPARATIFS**

Certains chiffres en 2015 ont été reclassés afin d'être conformes à la présentation adoptée en 2016.

**Office Québec-Monde pour la jeunesse**  
**Annexe**  
**De l'exercice clos le 31 mars 2016**

**REVENUS**

Subvention du Secrétariat à la jeunesse<sup>1</sup>

1 750 000 \$

**CHARGES**

Salaires et charges sociales

100 948

Allocations aux stagiaires

841 235

942 183 \$

1. Le montant non utilisé de la subvention de 1 750 000\$ servira à couvrir des charges de l'exercice 2016-2017.